

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon-BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou
uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRENA

7 avenue Jean Joxe- BP 248
49100 Angers

Références : 2026-165_INSP_TERRENA – Ecoflant_RAP
Code AIOT : 0006301365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement TERRENA implanté La Charonnière 49000 Écouflant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la précédente visite d'inspection en date du 12 novembre 2024 qui avait conduit à constater des écarts majeurs par rapport aux dispositions réglementaires applicables relatives à la protection des installations contre la foudre.

La société TERRENA a été mise en demeure par arrêté préfectoral DIDD-2025 n°171 du 3 février 2025 de respecter, dans un délai max de quatre mois, les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Lors de la visite d'inspection du 4 mars 2026, l'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- La Charonnière 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006301365

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TERRENA est un groupe coopératif qui exploite sur son site d'Ecouflant une usine de fabrication d'aliments pour animaux ainsi qu'une activité de collecte de céréales. L'usine a été construite dans les années 1970 et dispose d'une tour de fabrication.

Les deux silos pour l'activité de collecte de céréales ont été construits dans les années 1970-1980. Les silos sont classés silos à enjeux très importants de par la présence de la voie ferrée en limite de propriété (ligne Nantes-Paris).

Les installations sont réglementées par un arrêté préfectoral d'autorisation D1-86 n°655 du 31 juillet 1986.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre la foudre- Travaux à l'issue de l'étude technique	AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Protection contre la foudre - Vérifications périodiques	AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Protection contre la foudre - Carnet de bord	AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Protection contre la foudre - documents à tenir à disposition	AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
5	Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
6	Protection contre la foudre - Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte la totalité des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 3 février 2025. Par conséquent, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre- Travaux à l'issue de l'étude technique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : La société TERRENA, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, située au lieu dit « la Charonnière » sur la commune d'Ecouflant, a été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'arrêté ministériel (AM) modifié du 04 octobre 2010 : <u>Dans un délai de 2 mois</u> à compter de la notification du présent arrêté : _ en installant l'ensemble des dispositifs de protection et en mettant en place l'ensemble des mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'ET réalisée suite à l'ARF (art. 20).
Constats : <u>L'exploitant a présenté les documents suivants concernant le SILO (silos 1 et 2) :</u> <ul style="list-style-type: none">• l'analyse de risque foudre (ARF) établie par Bureau Véritas du 26/06/2009 concluant sur la nécessité d'une protection de niveau IV sur la structure et les lignes d'alimentation et de communication du SILO.• l'étude technique foudre (ET) établie par AXE du 22/03/2012 concluant sur la nécessité de :<ul style="list-style-type: none">▪ vérifier le fonctionnement et les caractéristiques du dispositif PDA existant sur la tour de manutention du silo 1 et le remplacer si besoin▪ installer un dispositif PDA sur la tour de manutention du silo 2▪ vérifier le fonctionnement du parafoudre de type 1 dans le TGBT du silo 1 et le remplacer si besoin▪ installer un parafoudre de type 1 ou 1+2 dans le TGBT du silo 2▪ installation d'un parafoudre de type 2 sur les alimentations des séchoirs des silos 1 et 2.• le document d'ouvrages exécutés établi par INDELEC en date du 3/03/2025 et le certificat du 19/03/2025 attestant de la réalisation des travaux répondant aux exigences des études précitées (silos 1 et 2) et de la conformité des installations de protection contre les effets directs et indirects de la foudre aux normes en vigueur. <u>Les constats d'écarts majeurs portaient sur les installations de protection contre la foudre du SILO et en particulier sur l'absence d'installation d'un paratonnerre à dispositif armé (PDA) sur le silo 2 et de parafoudres sur les installations du silo 2.</u> Les justificatifs transmis par l'exploitant répondent à la mise en demeure du 3/02/2025. <u>Toutefois, l'exploitant a également présenté les documents suivants concernant l'UNA :</u> <ul style="list-style-type: none">• l'analyse de risque foudre (ARF) établie par Bureau Véritas du 5/06/2009 concluant sur la nécessité d'une protection de niveau III sur la structure et les lignes d'alimentation et de communication de l'UNA.• l'étude technique foudre (ET) établie par AXE du 5/03/2012 concluant sur la nécessité de :<ul style="list-style-type: none">▪ vérifier le fonctionnement et les caractéristiques du dispositif PDA existant sur le toit de l'usine et le remplacer si besoin▪ installer un parafoudre de type 1 ou type 1+2 dans le TGBT de l'usine▪ installation un parafoudre de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie.

- le procès verbal de réception des travaux établi le 17/12/2012 attestant de la réalisation des travaux répondant aux exigences des études précitées (UNA).

Les justificatifs transmis par l'exploitant répondent aux exigences de l'article 20 de l'AM du 4/10/2010 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Protection contre la foudre - Vérifications périodiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

La société TERRENA, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, située au lieu dit « la Charonnière » sur la commune d'Ecouflant, a été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 :

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

_ en réalisant une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'ET (art. 21).

Constats :

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport de vérification complète initiale du 22/04/2025 réalisée par SOCOTEC, certifié qualifoudre, concernant les installations de protection contre la foudre **du SILO**.
- le rapport de vérification complète initiale du 21/12/2021 réalisée par SOCOTEC, certifié qualifoudre, concernant les installations de protection contre la foudre **de l'UNA**.

Ces rapports concluent à la conformité des dispositifs de protection contre la foudre mises en place au regard des documents (ARF et ET, DOE) et des normes en vigueur. Ils attestent également du bon fonctionnement des dispositifs de protection contre la foudre.

Les justificatifs transmis par l'exploitant répondent à la mise en demeure du 3/02/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Protection contre la foudre - Carnet de bord

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

La société TERRENA, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, située au lieu dit « la Charonnière » sur la commune d'Ecouflant, a

<p>été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 :</p> <p><u>Dans un délai de 4 mois</u> à compter de la notification du présent arrêté : _ en mettant en place le carnet de bord mis à jour (art. 19)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les carnets de bord des installations de protection contre la foudre du SILO et de l'UNA. Les deux carnets sont à jour et intègrent l'historique des études, de la surveillance et des modifications.</p> <p>Les justificatifs transmis par l'exploitant répondent à la mise en demeure du 3/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Protection contre la foudre - documents à tenir à disposition

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société TERRENA, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, située au lieu dit « la Charonnière » sur la commune d'Ecouflant, a été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 :</p> <p><u>Dans un délai de 4 mois</u> à compter de la notification du présent arrêté : _ en tenant à disposition de l'inspection des installations classées l'ARF, l'ET, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications (art. 22).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des documents (ARF, ET, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérifications périodiques) concernant la protection foudre du SILO et de l'UNA conformément aux dispositions de l'article 22 de l'AM du 4/10/2010 modifié. Ces documents sont disponibles sur le réseau informatique du groupe TERRENA.</p> <p>Les dispositions prises par l'exploitant répondent à la mise en demeure du 3/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sont présents sur le site, 3 compteurs d'impact foudre (1 pour le paratonnerre à dispositif armé (PDA) du silo 1, 1 pour le paratonnerre à dispositif armé du silo 2, et 1 compteur pour le PDA de l'usine).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 mars 2026, l'inspection des installations classées a procédé à une vérification visuelle des compteurs coup de foudre du SILO et de l'UNA. Aucun impact n'a été enregistré sur les compteurs.</p> <p>Des vérifications mensuelles sont effectuées afin de pouvoir détecter un éventuel impact sur les installations. Les enregistrements associés pour l'année 2025 ont pu être consultés. La date exacte du relevé est désormais précisé sur les registres.</p> <p>Les silos disposent de compteurs coup de foudre avec un report de l'affichage vers l'exploitant ce qui permet un suivi à distance des enregistrements.</p> <p>Les dispositions prises par l'exploitant répondent aux exigences de l'article 21 de l'AM du 4/10/2010 modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Protection contre la foudre - Vérifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>[...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport de vérification visuelle réalisée le 3/09/2025 par SOCOTEC (SILO) ne faisant état d'aucune anomalie constatée. La précédente vérification complète a été réalisée en avril 2025 (cf point de contrôle n° 2 sur la vérification initiale)
- le rapport de vérification complète réalisée le 3/09/2025 par SOCOTEC (UNA) ne faisant état d'aucune anomalie constatée.
- Le rapport de vérification visuelle réalisée le 11/09/2024 par SOCOTEC (UNA) ne faisant état d'aucune anomalie constatée.

Type de suites proposées : Sans suite